

Texte: Béatrice Dehais
Photos: Lizzie Sadin

Ces filles qui n'ont pas le droit de vivre

REPORTAGE En Inde, les moyens modernes de contrôle des naissances jouent un rôle paradoxal: ils incitent encore davantage à éliminer les fillettes. Voyage dans un continent où les femmes manquent cruellement... surtout aux hommes.

Vêtus d'uniformes, les élèves de l'école primaire de Railon s'appliquent à écrire sur leurs ardoises. Cette école rurale, enfouie dans les plaines du Punjab, compte trois quarts de garçons pour un quart de filles. Pas seulement parce qu'on scolarise peu les filles, mais parce que ici, depuis vingt-cinq ans, il en en naît de moins en moins. Avec l'arrivée de l'amniocentèse et de l'échographie, l'élimination des fœtus de sexe féminin est devenue une sinistre habitude. «Personne ne le fait ouvertement. C'est illégal. Mais dans tous les villages alentour, il y a maintenant plus de garçons que de filles», confirme le médecin du dispensaire. Résultat: dans la population totale du

Punjab, il y a à peine 87 femmes pour 100 hommes.

A l'échelle du sous-continent indien, sur un milliard d'habitants, ce sont au moins 36 millions de femmes qui manquent à

l'appel. Des femmes qui ne sont pas nées, qu'on a tuées à la naissance ou qu'on a laissées mourir en bas âge. «Ça s'appelle un génocide», accuse le Dr Dahiya, directeur au Ministère de la santé de l'Haryana.

Des pratiques ancestrales? Sans doute... Mais la discrimination est aujourd'hui renforcée – bien involontairement – par la politique officielle de planification familiale: si on doit avoir moins d'enfants, il faut être sûr d'avoir au moins un garçon. Et cette discrimination a «envahi toute la société indienne, sans tenir compte des castes, des classes sociales, de l'appartenance religieuse et ethnique ou du niveau d'éducation», observe la chercheuse Vibhuti Patel. >



Dans les écoles, on compte 1/4 de filles pour 3/4 de garçons.

Quel avenir pour Anuparna, 18 mois, une des fillettes qui a échappé au tragique «génocide» au féminin qui sévit en Inde?

> Et ce ne sont pas les pauvres qui éliminent le plus les fœtus féminins, mais les classes urbaines, éduquées et riches, chez qui la dot est la plus coûteuse. La ville aisée de Chandigarh affiche le plus fort déficit du pays: seulement 77 femmes pour 100 hommes. Et dans la capitale, Delhi, où ce ratio est tombé à 82 pour 100, les naissances féminines ont encore baissé l'an dernier. «C'est une tuerie silencieuse», dénonce Ifat Hameet, de l'ONG Action India.

LE BUSINESS DES ÉCHOGRAPHIES

Sur le mur de l'hôpital d'Ambala Cantt (Haryana), une immense affiche rappelle aux femmes qu'il est interdit de demander le sexe du bébé lors de l'échographie. «Ici, elles n'osent pas demander. Mais si elles veulent vraiment savoir, elles vont dans une clinique privée», explique, désabusé, le gynécologue de l'hôpital. Ces cliniques d'échographie ont «poussé comme des champignons ces dernières années», note Girdhari Lal Singal, du Ministère de la santé de l'Haryana, qui n'en compte pas moins de... 900 dans son seul Etat. Dans toute l'Inde,



Un foyer à Belgaum (Karnataka) recueille et scolarise les fillettes abandonnées ou victimes de trafic.

elles seraient plus de 25 000, implantées même là où les dispensaires de santé de base manquent. Elles représentent un business de millions de roupies. Il y a quelques années, ces cliniques affichaient des publicités qui clamaient sans scrupule: «Dépensez 5000 roupies maintenant, et économisez 500 000 roupies plus tard.» Sous-entendu: avorter d'un fœtus fille vous évitera de payer une dot dans vingt ans. La loi a interdit ces slogans, mais ces cliniques demeurent un secteur florissant, où l'échographie coûte dix fois plus cher qu'à l'hôpital. Certes, depuis 2001, année où un militant de la cause des fillettes, Sabu M. George, a fait grand bruit en saisissant la Cour suprême de l'Inde, la loi a été renforcée, et les femmes se cachent davantage. «Il y a quinze ans, c'était plus facile de savoir le sexe de son bébé», témoigne Gandhari, 36 ans. Pour brouiller les pistes, elle-même est allée avorter à plus de 50 kilo-

mètres de son village de Manupur (Punjab), et elle est rentrée en prétendant, comme beaucoup d'autres, avoir fait une fausse couche... Les médecins, qui risquent désormais trois à cinq ans de prison et une interdiction d'exercer, sont aussi devenus prudents. Pour éviter d'être pris en flagrant délit, ils révèlent le sexe du fœtus avec un langage codé, en glissant le mot «dieu» ou «déesse» dans la conversation... Mais

seules quelques dizaines de cliniques ont été contrôlées en quatre ans, et les médecins constituent un lobby assez influent pour qu'aucun, jusqu'ici, n'ait été mis en prison. **DES MACHINES À FAIRE DES GARÇONS** En réalité, les techniques contemporaines n'ont fait que renforcer une tendance lourde de la société indienne. Une femme digne de ce nom doit être la mère d'un ou plusieurs fils. Une famille sans garçon est déshonorée, car seul un fils peut effectuer les rites funéraires du père, perpétuer le nom et le patrimoine. Pour les femmes indiennes, avorter jusqu'à ce qu'elles soient sûres d'attendre un garçon est si fréquent qu'elles en parlent

seul état d'âme. «J'ai avorté quatre fois. Je ne voulais plus de filles», témoigne Bhavi, 40 ans, assise dans la cour de la maison d'Akbarpur (Haryana). Ce rejet des filles repose aussi sur des considérations matérialistes, car leurs parents devront un jour payer une dot ruineuse. La tradition impose de donner aux futurs beaux-parents argent cash, bijoux et saris de soie, auxquels s'ajoutent les impératifs de l'Inde moderne: électroména-

ger, téléphones portables, scooter ou voiture... Pour éviter toutes ces dépenses, il vaut mieux éviter d'avoir une fille. D'autant que donner le jour à une fille peut être fatal à la mère: elle peut être battue ou chassée par son mari, voire tuée. Les journaux indiens rapportent régulièrement le cas de jeunes accouchées qui ont si peur de revenir chez elles après avoir mis au monde une fille qu'elles s'enfuient de nuit de l'hôpital en kidnappant un bébé garçon. «Nous luttons contre des siècles et des siècles de préjugés», soupire Soubhagya K. Bhat, gynécologue. Déjà au XVIIe siècle, les villages rajputs voulaient des fils pour se défendre contre les envahisseurs moghols et tuaient leurs filles. Praticué depuis vingt-cinq ans à grande échelle, ce tri insensé a pour conséquence

AUTREFOIS, ON ÉTOUFFAIT, EMPOISONNAIT, NOYAIT, BRANGLAIT... LES PETITES FILLES. AUJOURD'HUI, LES ÉCHOGRAPHIES ET LES AVORTEMENTS ONT REMPLACÉ CES PRATIQUES.

un déséquilibre qui entraîne une dangereuse frustration sexuelle masculine. «Tous les jours, on entend parler d'un viol collectif», constate un médecin de l'hôpital de Jind (Haryana). «On commence à voir des enlèvements de filles de 13 ou 14 ans», note aussi Donna Fernandes. De plus en plus de célibataires peinent à trouver une épouse. A Dhatrath, une localité rurale de l'Haryana, une cinquantaine de jeunes hommes cherchent à se marier. «Ici, quand une fille naît, c'est par accident. Pas par choix», résume Surindar, un célibataire de 19 ans. Chand Kaur, 60 ans, se dit obligée de «faire venir» une épouse

d'une autre région pour son fils célibataire de 25 ans. En clair, elle va verser 40 000 à 50 000 roupies (700 à 850 euros) à un de ces nombreux trafiquants qui, depuis quelques années, tirent profit de la situation en procurant des épouses aux célibataires qui peuvent payer. Ils se fournissent dans les Etats pauvres - Bihar, Uttar Pradesh, Bengale - où des familles démunies cèdent leurs filles contre quelques dizaines de milliers de roupies. Dans la région de Bastawad (sud de l'Inde), la vente de filles a pris une telle ampleur que le chef de la communauté locale des Jaïns a lancé un cri d'alarme. «La situation empire de jour en jour. Ces dernières années, plusieurs milliers de filles ont été vendues à des célibataires du Gujarat, du Madhya Pradesh et du Rajasthan, explique Bahubali Kurdshi. Que sont-elles devenues? C'est la question.» Car la région est aussi connue pour fournir les bordels de Bombay en adolescentes soi-disant destinées au mariage...

LES POLITIQUES ÉVITENT LE SUJET

A 13 ans, Gangavva, qui habite le village voisin de Turmari, a failli être vendue: un couple s'est présenté chez sa mère l'an dernier, en promettant un beau mariage



Gurmeet, 35 ans, a avorté de 4 filles avant d'avoir un garçon.



Après avoir été vendue pour être mariée au Rajasthan, Gangavva, 13 ans, a réussi à s'échapper.

au Rajasthan. Par chance, l'adolescente a réussi à leur échapper au cours du trajet en bus, à prévenir la police et à rentrer chez elle. Mais la plupart des femmes vendues se soumettent à leur sort. Et vivent comme des servantes chez leur belle-famille, avec encore moins de droits que les autres épouses en Inde. Dans la cour de sa maison de Jallanpur (Punjab), Paranjit, 34 ans, confie brièvement que son mari l'a achetée 40 000 roupies (700 euros) il y a quatorze ans dans l'Uttar Pradesh. Puis elle jette un coup d'œil craintif à sa belle-mère qui approche, baisse les yeux et se réfugie dans la maison. Des femmes réduites à l'état de marchandises, des millions d'hommes non mariés... la société indienne commence à payer cher la disparition organisée des filles. Et ce n'est pas fini: déjà, des cliniques se lancent dans le choix des bébés par procréation médicalement assistée. Que fait le monde politique? Il évite le sujet, pour ne pas mettre en cause un lobby médical qui finance les campagnes électorales. Comme si l'Inde s'était habituée, résume Vibhuti Patel, dans l'indifférence presque générale, au fait «de se débarrasser simplement des êtres humains dont on ne veut pas».

Une femme et plusieurs maris

Kuldeep, 30 ans, vit à Barwali Kalan, un petit village du Punjab. Il y a onze ans, sa belle-famille l'a achetée dans une autre région pour la marier au fils aîné, Bhadur, 29 ans. Mais «je ne savais pas que ça allait se passer comme ça: après le mariage, il m'a partagée avec ses deux frères, Nazar, 27 ans, et Gurtej, 26 ans», témoigne-t-elle. Aujourd'hui, le «partage» dure toujours, même si le cadet, Gurtej, a récemment émigré en Grèce. Si bien que des trois hommes, «je ne sais pas lequel au juste est le père de mes enfants», dit-elle. Avec le temps, elle s'est résignée à cette polyandrie imposée: «Les circonstances sont comme ça. C'est tout», dit-elle. «Dans la société indienne, commente Manmohan Sharma, militant de terrain des Volontaires de santé du Punjab, les femmes n'ont pas de droit de décision: elles dépendent des parents, des maris, des fils.» Impossible donc de refuser cette forme d'union. «En Inde, explique-t-il, une polyandrie traditionnelle existait autrefois. Elle n'était pas liée au déficit de femmes et avait tendance à disparaître. Mais, à cause de ce déficit, elle va sûrement revenir, fût-ce de façon marginale», prédit-il. A l'évidence, toutes les familles n'auront pas les moyens d'acheter une épouse pour chacun de leurs fils.



Kuldeep avec deux de ses trois maris.